

A 8 jours des élections municipales

Un pouvoir d'achat constamment en berne

Les élections municipales sont le moment où les problèmes de la société rejaillissent. Pour autant, ces problèmes restent très souvent non résolus, faute de volonté politique. Depuis des décennies, les réunionnais protestent contre la cherté de la vie, jusqu'à atteindre un point d'exaspération, en mars 2009.

A cette époque se crée le Collectif des organisations syndicales et politiques de La Réunion (Cospar), dont l'une des principales revendications étaient le pouvoir d'achat. Un an après les élections municipales de 2008, le collectif, par la voix de Gilles Leperlier, président du syndicat étudiant Unef Réunion, avait appelé tous «ceux qui en ont marre de la vie chère et de la baisse de leur pouvoir d'achat», à «continuer à nous rencontrer, réfléchir ensemble et nous mobiliser toujours plus».

Ce 5 mars 2009, «la lutte de tous les Réunionnais pour un avenir meilleur» était applaudie et actée par tous les élus. Un mandat municipal plus tard, la situation s'est aggravée.

Des prix qui grimpent

En dépit de la volonté du collectif à mettre fin à la cherté de la vie ("Vie chère, arèt ek!"), la situation est restée la même. En effet, après les mobilisations du Cospar, l'Etat décide de geler les prix des carburants et du gaz durant six mois. L'objectif est d'apaiser le mécontentement et tenter de résoudre les problèmes par des Etats Généraux de l'Outremer ou encore le Conseil Interministériel de l'Outre-mer (CIOM). Aucun de ces grands rendez-vous n'ont abouti à de réelles solutions pour le porte-monnaie des réunionnais. Pire, entre 2009 et 2014, la consommation des ménages a considérablement diminué, passant de -0,8% en février 2009 à -1,5% en février 2014. L'Institut national de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) explique dans sa récente note sur l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages que «les prix augmentent de 0,9% à La Réunion», cela au cours des douze derniers mois. L'augmentation la plus significative au cours du dernier mandat est l'alimentation. Principal poste de dépense des ménages, le taux calculé sur l'année est passé de 1,1% en 2009 à 2,2% en 2014. Une hausse des prix alimentaires qui s'observe sur les autres années, +0,1% en 2010, +1,7% en 2011,



Un an après les municipales de 2008, les Réunionnais sont descendus dans la rue et ont obtenu le RSTA et la prime COSPAR. Aujourd'hui, la situation sociale est encore plus grave qu'en 2008, tandis que RSTA et COSPAR ont été supprimés.

+0,6% en 2012 et +4,5% en 2013. (Donnée INSEE).

Des revenus inchangés

En dépit de cette hausse significative des prix, notamment dans l'alimentation, les revenus sont restés les mêmes, pour certains, ils ont diminués en raison de la crise. Après les mobilisations du COSPAR, le gouvernement de droite de Nicolas Sarkozy décide de mettre en place le Bonus COSPAR (accord régional interprofessionnel qui prévoit l'attribution d'un bonus dont le montant est déterminé selon une grille des salaires) et le Revenu de Solidarité Temporaire d'Activité (RSTA). Deux dispositifs destinés à aider et soutenir les travailleurs pauvres. Ces deux compléments de revenu devaient être pérennisés par la suite, mais au lieu de cela, le gouvernement socialiste de François Hollande décide de supprimer le RSTA et le bonus COSPAR. Ce sont alors plus de 40.000 Réunionnais qui perdent près de 150 euros de pouvoir d'achat.

D'ailleurs, le contexte économique de plus en plus dégradé, oblige près de 240.000 Réunionnais (INSEE. Bilan économique de 2012) à dépendre des minima sociaux. De plus, selon le Bilan économique 2012 de l'INSEE, «depuis 2010, le nombre d'allocataires de minima sociaux a augmenté de 7,8%». Cette situation met en exergue les 343.000 Réunionnais vivant sous le seuil national de pauvreté, auxquels s'ajoutent les 25.000 en attente d'un logement. Les inégalités de revenus, le contexte social pénalisant et le marché du travail bouché et déséquilibré, fait de La

Réunion, un département est jugée «hors norme» par l'INSEE. D'autant qu'en 2008, 20% les plus riches de La Réunion concentrent 47% des ressources contre 20% les plus pauvres qui se partagent 7% du total des ressources. Comme l'a expliqué le sénateur Paul Vergès, le 26 février, au Sénat, «le rapport inter-déciles des niveaux de vie est de 5,2 à La Réunion contre 3,3 en France métropolitaine». Aujourd'hui, la situation s'est aggravée et les solutions peinent à se mettre en place.

Des conséquences généralisées

Les prix fixés à La Réunion ne sont accessibles qu'à certaines catégories professionnelles, rendant impossible pour près de la moitié de la population de mieux consommer. Cette mauvaise consommation entraîne des troubles médicaux, dont le diabète, le surpoids et les problèmes cardiaques. A cela s'ajoute, les récentes propositions de loi comme l'accord national interprofessionnel (ANI), permettant aux employeurs de diminuer les salaires, où encore le débat sur l'allocation chômage et sa possible réduction.

Ces problématiques de prix, de logement et de santé, par exemple, découlent d'une inégalité de revenu, existante depuis la fin du statut colonial à La Réunion. L'île subit une crise conjoncturelle sans précédent, mais aussi une crise structurelle découlant des mesures mises en place depuis la fin du statut colonial de La Réunion.

La structure même de la société réunionnaise est inégalitaire, notamment dans les domaines de l'emploi, le logement, l'accès à la santé et les revenus, créant ainsi une tension sociale, qui pourrait - si les élus et notamment les prochains maires n'agissent pas auprès de l'Etat - exploser.

C'est dans un tel contexte que les élections municipales sont l'occasion pour les Réunionnais d'élire des listes progressistes, désireuses de changer le système actuel et d'inciter le gouvernement à prendre conscience des spécificités et des atouts de La Réunion. Aux Réunionnais donc de décider le 23 mars prochain. Soit pour des élus cautionnant le système appauvrissant les plus démunis ou des élus souhaitant le changement.

Céline Tabou

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Dans 8 jours, des responsables de la crise du BTP devant les électeurs

Les négociations salariales viennent de débuter dans le BTP à La Réunion. Le patronat a fait une proposition très surprenante et sans précédent: le gel des salaires en 2014. Il justifie cela notamment par une baisse de 40% de l'activité en 5 ans, entre 2008 et 2013.

Le début de l'effondrement coïncide justement avec le début du mandat des équipes municipales actuelles. Cela n'est pas un hasard, car plusieurs d'entre elles portent une lourde responsabilité dans la crise du BTP. Les trois maires à la tête de ses équipes veulent se faire réélire, ils sont candidats au scrutin dans 8 jours: ce sont Didier Robert, Huguette Bello et Gilbert Annette. Force est de constater que la volonté d'arrêter des chantiers n'est pas une question d'étiquette politique.

Tout avait commencé au Tampon en 2007, quand Didier Robert alors maire de la ville avait décidé de stopper la Rodeo Sud. 100 millions d'euros était perdus d'un coup. A son arrivée à la Région, Didier Robert a fait encore plus fort avec l'arrêt du tram-train. Tout ce qui a été démolé n'a pas été remplacé, c'est le point de départ de la crise dans le BTP. Didier Robert est candidat au Tampon. À Saint-Paul, Huguette Bello a choisi de remettre en cause le projet de l'hippodrome intercommunal et l'Écopolis. Tout l'aménagement prévu de Cambaie était alors à revoir. La maire de Saint-Paul ne s'est pas non plus illustrée dans la défense de la MCUR cassée par les conservateurs. Elle combat aussi par Olivier Hoarau interposé le projet de Zénith. Huguette Bello est candidate à Saint-Paul. A Saint-Denis, ce sont le Pôle océan et le Zénith intercommunal qui furent la cible des élus PS. Ce qui devait être le Pôle océan est aujourd'hui un terrain vague, tandis que le terrain du Zénith a été transformé en parking. Heureusement que la CINOR a pu financer quelques projets à Saint-Denis afin d'éviter le zéro pointé. Gilbert Annette est candidat à sa réélection.

Dans 8 jours, ils seront devant les électeurs. Les difficultés du BTP ne doivent rien au hasard, c'est le résultat de décisions politiques prises par des responsables qui vont demander dans 8 jours à leurs victimes de voter pour eux.

J.B.

Demain en Crimée

Un référendum tant attendu

Dimanche, les 1,5 million d'électeurs de la région voteront pour ou contre le rattachement de la région ukrainienne à la Russie. Deux camps s'affrontent d'un côté les Occidentaux qui promettent des «mesures très sérieuses», de l'autre la Russie qui accentue les manœuvres militaires près de la frontière est de l'Ukraine.



Demain, la carte de l'Europe risque de changer si les électeurs de Crimée choisissent de demander le rattachement à la Russie. Cela se ferait sans que les autres Ukrainiens puissent donner leur avis. Du jamais vu depuis la crise du Kosovo en Yougoslavie.

Jeudi soir, des heurts ont causé la mort d'un manifestant pro-Kiev, à Donetsk, dans l'est du pays. Un jeune homme de 22 ans a été poignardé par des militants pro-russes, lors d'un rassemblement en faveur de l'unité ukrainienne. Des sources sur place, citées par Euro-news, font état d'un second décès, membre du parti ultra nationaliste, Svoboda. Plusieurs dizaines de blessés ont été dénombrés.

Dialogue de sourds

En réponse à cette montée de la violence dans l'est du pays, le président russe, Vladimir Poutine, a décidé de faire pression en se réservant «le droit de se porter au secours de ses concitoyens et compatriotes en Ukraine», a indiqué l'Agence France Presse. Le but serait de presser les Occidentaux, en pleine négociation à Londres. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères se rencontrent pour la quatrième fois, vendredi 14 mars à Londres. D'un côté, John Kerry devait convaincre Moscou de ne pas soutenir le référendum de dimanche 16 mars. L'émissaire américain a ainsi réitéré les volontés

de la communauté internationale de la création d'un groupe de contact sur l'Ukraine, le retrait des «éléments armés» de Crimée, l'envoi d'observateurs internationaux, le lancement des pourparlers entre Moscou et le nouveau gouvernement à Kiev et enfin, l'arrêt du soutien de Moscou aux forces séparatistes.

Face à ces exigences, de nombreux observateurs affirment qu'il y a peu de chance pour que les autorités russes accèdent aux demandes des Occidentaux. Pour alors contrer les résultats du référendum, le président en exercice de l'OSCE Didier Burkhalter a jugé que le référendum était «illégal». Une position suivie par le ministre allemand des Affaires étrangères qui a souligné que le résultat du référendum serait «sans signification».

Menaces de sanctions

Au lendemain du référendum, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont affirmé par la voix de John Kerry, qu'ils étaient prêts à prendre «une série de mesures très sérieuses» visant Moscou. Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, a

demandé à la tribune du Conseil de sécurité des Nations unies, le retrait des soldats russes dans la péninsule, et d'entamer des négociations.

Suite au décès du jeune homme à Donetsk, le président ukrainien par intérim Olexandre Tourtchinov a accusé «les militants séparatistes envoyés de l'extérieur qui ont provoqué cette bagarre». «Pour eux et leurs maîtres au Kremlin, la vie humaine qu'ils prétendent protéger ne vaut rien», a-t-il dénoncé. Selon, l'AFP, «de nombreux Ukrainiens pensent que la Russie ne s'arrêtera pas aux frontières de la Crimée».

Les Tatars (population d'origine turque) ont appelé au boycott du référendum, prévoyant des manifestations. Leur leader, Moustafa Djemilev, a demandé à l'OTAN d'intervenir «avant qu'il y ait un massacre».

En attendant, Bruxelles accélère son rapprochement avec l'Ukraine, avec la signature du volet politique de l'accord d'association avec l'Union européenne, au cours du prochain sommet de l'UE, prévu à Bruxelles les 20 et 21 mars. Du côté russe, 8.500 soldats russes participent à des manœuvres près de la frontière avec l'Ukraine.

Céline Tabou

Les foules ne cessent de grandir aux meetings d'Henry Hippolyte

«Tous unis le 23 mars pou Le Port, nout konba, nout fièrté èk Loulou !»

Un nouveau et beau meeting s'est déroulé ce jeudi dans le quartier Say du Port, devant l'ancienne habitation de la grande militante communiste Odette Mofy, dans le cadre de la campagne des élections municipales menée par la liste d'Henry Hippolyte et ses nombreux camarades. Un meeting marqué à la fois par un public nombreux et un enthousiasme chaleureux, comme cela se remarque de plus en plus dans les divers rassemblements autour de Loulou.



Comme l'a souligné Firose Gador, animatrice du meeting, «les foules ne cessent de grandir dans la vague rouge qui soulève Le Port».

Comme l'a souligné Firose Gador, animatrice du meeting, «les foules ne cessent de grandir dans la vague rouge qui soulève Le Port afin de continuer à transformer la cité maritime au service du bien-être de la population et d'unir le peuple réunionnais dans ses luttes pour changer notre société». Voilà pourquoi, a conclu la responsable communiste, «nou sora tous unis le 23 mars pou Le Port, nout konba, nout fièrté èk Loulou!». Dans ce meeting, ont également pris la

parole trois autres co-listiers : Bertrand Fruiteau, qui a notamment invité le public à rendre hommage à Odette Mofy et qui a souligné qu'«une relève est assurée pour l'avenir avec beaucoup de jeunes compétents et dévoués sur notre liste». Puis Mémouna Patel, qui a présenté le bilan exemplaire de la municipalité avec Jean-Yves Langenier dans le domaine scolaire et les grands projets de la commune pour continuer à améliorer les conditions de l'en-

seignement sur son territoire. Enfin, Mario Ivaha, éducateur sportif, qui a cité de nombreux exemples de la dynamique du mouvement associatif dans tous les quartiers du Port, dont la nouvelle équipe municipale va constamment assurer l'amplification.

Une société harmonieuse et solidaire

Ensuite, Jean-Yves Langenier a lancé un «appel à la clairvoyance et à la responsabilité» face aux enjeux très importants de ces élections, qui seront à la fois municipales (ville du Port) et communautaires (Territoire de la Côte Ouest, avec quatre autres communes). Dans ce contexte, il a dénoncé la gravité de l'inactivité et de la trahison auxquelles s'est livré son ex-adjoint Olivier Hoarau pour des ambitions personnelles au détriment des Portoises.

Le meeting s'est terminé par une autre brillante intervention, celle d'Henry Hippolyte, qui a fait un rappel historique de l'œuvre accomplie par ses prédécesseurs depuis 43 ans pour améliorer le vivre-ensemble au Port. Et Loulou s'est engagé à continuer cette tâche militante avec son équipe municipale comme avec tous ses partenaires, sociaux-économiques, associatifs et institutionnels, afin de construire une société harmonieuse et solidaire.

Correspondant

Saint-Louis

Grosse ambiance à Pont-Neuf



Après le succès du meeting de lancement de campagne samedi, et de la réunion publique mardi soir avec Paul Vergès à Saint-Louis-ville, la dynamique s'amplifie autour de Fabrice Hoarau. Ce jeudi à Pont-Neuf, une belle ambiance et la motivation pour l'emporter le 23 mars.



Fabrice Hoarau se réserve le droit de porter plainte pour diffamation

Dans un communiqué diffusé sous le titre "Ça suffit les manœuvres !", Fabrice Hoarau explique pourquoi il compte saisir la justice à la suite de la diffusion massive de fausses nouvelles.

Dans la nuit du jeudi 13 mars 2014, des maisons de militants (es) d'un concurrent politique ont été pris pour cibles. Leurs murs ont été tagués. Les victimes ont logiquement réagi et je les comprends totalement. Je les soutiens même dans leurs actions et cela comme j'ai soutenu M. Max Bénard lorsque sa permanence électorale a été retrouvée en cendre il y a quelques jours. En revanche, il est inadmissible que des fidèles de ce concurrent politique fassent circuler, sur les réseaux sociaux, l'affirmation selon laquelle se seraient le PCR et les militants des sections qui seraient impliqués dans ce triste épisode électoral.

Je dénonce avec la plus grande fermeté ces attaques gratuites qui ne font pas honneur à leurs auteurs. Je m'élève en faux contre ces ragots qui mettent en cause ma probité, celle de mes militants et de mon Parti. Je suis particulièrement attristé de constater que sur la page face book d'un partisan de ce concurrent celui-ci nous compare à des « nazis ». Cette grave dérive ne peut rester sans suite judiciaire. C'est pourquoi, en concertation avec mon avocat, nous nous réservons le droit de porter plainte auprès de M. le Procureur de la République de Saint-Pierre pour propagation massive de fausses nouvelles et diffamation.



Jean-Yves Langenier apporte un soutien important.



Loulou a été longuement ovationné par la foule.

Conférence avec Daniel Honoré à la médiathèque de Sainte-Marie**Un grand soutien à la langue créole et à la culture réunionnaise par des personnes handicapées**

Une trentaine de personnes — notamment malvoyantes — venues de toute l'île ont eu le bonheur d'entendre le grand poète, écrivain et conteur réunionnais Daniel Honoré. (Photo Marie-Pierre Damour)

Une rencontre très émouvante s'est déroulée le samedi 1er mars dernier à la médiathèque de Sainte-Marie. Une trentaine de personnes — notamment malvoyantes — venues de toute l'île ont eu le bonheur d'entendre le grand poète, écrivain et conteur réunionnais Daniel Honoré proclamer deux contes et puis d'avoir des échanges passionnants avec lui sur les atouts de la langue créole réunionnaise et notre culture.

Cette rencontre a été organisée notamment avec le soutien de l'Association Valentin Haüy (AVH) de La Réunion, une organisation au service des aveugles et des malvoyants — par les éditions en Braille ou en gros caractères et par les moyens informatiques — animée par Richard Muller. Ces échanges ont également été suivis par Nicolas et Alexin, deux ani-

mateurs de Radio Arc-en-ciel.

Daniel Honoré a d'abord présenté en quelques mots son parcours de professeur de français et d'anglais mais aussi de «militant lo kréol, mon lang matèrnèl», qui se bat depuis de nombreuses années «pou ékri é parlé an kréol». Ensuite, il a raconté en créole deux histoires qu'il a inventées sur le parcours d'une femme, Devna, puis d'un homme, Zézé, pour surmonter les épreuves de leur existence.

Et puis alors il y a eu un débat avec le public «autour de la culture réunionnaise», avec de nombreuses idées qui ont été émises aussi bien par Daniel Honoré que par les divers intervenants. Comme par exemple, l'importance et la nécessité de développer l'étude et l'enseignement de la langue créole réunionnaise, en raison des richesses qu'elle contient dans le

sens des mots et de la diversité de ses origines (français, tamoul, malgache, indo-portugais etc...).

Il a été rappelé également qu'il ne s'agit jamais d'opposer les langues, que «pliss ou koné lo kréol, pliss ou pé aprann d'ot lang» et «les langues sont les véhicules des cultures humaines». Il a été indiqué aussi que la lang kréol nout péi, comme celles du monde entier, est capable de s'enrichir sans cesse par l'invention de mots nouveaux car «nout pèp lé kapab kréé dé soz».

Enfin, il a été souligné par plusieurs personnes que «le peuple réunionnais doit avoir droit à la parole et au pouvoir dans son pays» et que «la lang kréol appartient à tout le peuple créole, qui ne cesse de grandir».

Correspondant

Nos peines**Marie Sylvaine Minatchy nous a quittés**

Née en 1967 à Saint-Paul, Marie Sylvaine Minatchy a grandi à la Rivière des Galets. Munie d'un CAP d'esthéticienne, elle a travaillé à Paris comme maquilleuse dans le milieu du cinéma. Elle est revenue à La Réunion en 1998. Quelques années plus tard, la disparition de sa maman a été pour elle un véritable choc, dont elle ne s'est jamais remise, pourtant très entourée par

sa famille.

C'est lundi dernier 10 mars que son corps a été retrouvé dans la mer au Port. La section PCR du Port ainsi que "Témoignages" expriment à tous ses proches leurs condoléances attristées. Les membres de la famille Minatchy remercient les personnes qui ont alerté les autorités et qui lui ont permis de faire leur deuil.



Otè!

**Ou fé révé 799 999
personn po kontant
inn...**

Zot i antan konm moin, ke zot i vé ou zot i vé pa, so bann radio tout la zourné i koz i koz; ou pé pansé ke sa i fé pa ke du biin a la sosiété; oui kalkil kèl nivo mazinasyon i port domoun isi ou la; mé parfoi ou lé a demandé si lo sistèm lé pa fé po andor domoun, lé antrinn fé prann a ou vesi po lantern konm di bann fransé; pars na in bon pé va kalkil: sak in moun i di si in vil, in nafè laspas dan son kartié i fo zénéraliz sa tout la Rényon; fétatasyon, so matin minm inn kandidat in méri i koz si in pronostik, zot la antandi parlé sak i apèl sondaz, la i fé in plan si la komèt; él osi él i arrant dan l trin!

Bin dizon tout moun la giny in pikir landormisman; nou la fine ariv konm robo; klone; la mèt a nou in programme informatik dan nout tèt, ni rézone tout konm in sèl masine; o plis la kanpagn éléktral i avans o plis ninport koué i sort si lé zantèn!

Po inn i sar giny inn ti moné po inn ti zé dazar o téléfone, 799 999 lé oblizé ékout sa!

Ti di k dan ton somin na inn la insilt a toué si in mir aköz pétèt toué na poin la minm opinion k li! 799 999 domoun lé oblizé akout sa!

Na minm, o lié apèl diréktoman lo responsab li la bozoin, li préfèr di la radio son problinm... é li aprésiz, si li pas pa par la radio, lo responsab va pa fèr sak li la domandé!

Moin lé pa antropolog; ni sosiolog; mé nout popilasyon la Rényon la bézoin in bon psikotéropi, donk in psikiat po koléktivité, - mi koné pa si i egzist? -; tou sé désord si lantèn i ar anbrouyi ankor plis lo déba; nou nana in problinm an so moman; lé pa sin; lé média i arfasilit pa lé soz, sé mon avi! Ma koup mon radio si i kontinié!

Justin